

# La Catalogne veut se donner des ailes

• Les élections régionales se tiennent ce dimanche.

• Les partis séparatistes veulent en faire un plébiscite pour l'indépendance.

• L'Espagne refuse d'entendre parler d'une sécession de sa région la plus riche.

## A Arenys de Munt, on a l'indépendance dans le sang

Reportage Maria Udrescu  
Envoyée spéciale en Catalogne

**A** l'horizon, la Rambla Francesc Macià, chaussée principale du village catalan de Arenys de Munt, donne l'illusion d'être parcourue par un seul et même *senyera*, le fameux drapeau traditionnel catalan. D'un bout à l'autre, le rouge et le jaune dominant.

Ici, la quasi-totalité des petites maisons aux couleurs pâles étalent fièrement à leur balcon ce symbole de fierté nationale. Au milieu de la rue, entre un bar où trois aînés sirotent leur café et une maison que le temps a orné de craquelures, s'élève l'hôtel de ville. A son sommet, deux drapeaux se laissent bercer par la brise : la *senyera* et l'*estelada*, symbole de la Catalogne indépendante, frappée d'une étoile blanche sur un fond bleu. "Vous ne trouverez ni drapeaux espagnols ni portraits du Roi ici. Nous ne nous sentons plus représentés, ni par la monarchie, ni par l'Etat espagnol depuis très longtemps", explique Joan Rabasseda i Ferrer, le maire du village.

**"Allez-vous-en avec vos taureaux et vos rois"**

Inutile donc de chercher une trace de l'Espagne à Arenys de Munt. Certains diraient que c'est dans ce *pueblo* de 8000 habitants qu'est née la fièvre séparatiste qui secoue aujourd'hui toute la région. Car c'est ici que fut organisée, en 2009, la première consultation populaire sur l'indépendance de la Catalogne. Le résultat fut saisissant : 96 % des habitants, avec une participation de

41 %, avaient voté "oui" à l'indépendance. "C'est un village qui a reçu peu d'immigration du reste de l'Espagne dans

les années 60. Il y a donc une part importante de la population qui est d'origine catalane "pure" ce qui a permis que le sentiment catalan y reste très fort", explique Josep Lluís Rodríguez, président de l'Assemblée Nationale Catalane à Arenys de Munt, le principal mouvement citoyen qui œuvre pour l'indépendance.

Six ans après la consultation qui a provoqué un raz-de-marée en Catalogne puisque 554 autres municipalités ont suivi cet exemple, l'esprit indépendantiste est toujours aussi présent dans cet ancien bastion révolutionnaire de l'époque de Franco. A la question de savoir quels avantages l'indépendance pourrait apporter à la Catalogne, M. Ferrer, répond : "La question devrait être plutôt : quels sont les avantages de rester en Espagne ? Je me le demande. L'Etat espagnol n'a jamais essayé de séduire le peuple catalan. Au contraire. Dès lors, les gens se disent 'Assez ! Allez vous en avec vos taureaux et vos rois, et...'"

La sonnerie du téléphone le coupe. Le ton de sa voix annonce une mauvaise nouvelle. "Si je dois le faire, je le ferai. Mais ils ne peuvent pas m'obliger à mettre un drapeau espagnol", lance-t-il en catalan. Le conseil électoral vient de lui demander d'enlever l'*estelada* du haut de la mairie. Si cette décision ne risque pas

d'abattre les combattants de la sécession, bien au contraire, elle peut donner un élan d'espoir aux unionistes qui peinent à se faire entendre à Arenys.

Sur les treize membres du conseil local, il s'en trouve deux qui prônent encore le dialogue et la négociation avec l'Etat espagnol, dont Angels Castillo, membre du Parti socialiste catalan.

Cette femme de caractère, imposante par sa taille et son franc-parler, n'hésite pas à fustiger tant le comportement du Premier ministre (conservateur) espagnol Mariano Rajoy que celui du gouvernement catalan. "La volonté de négocier a manqué des deux côtés. Au lieu d'investir dans l'éducation, dans la création d'emploi, le gouvernement catalan a préféré financer des campagnes indépendantistes et la chaîne publique TV3 pour l'avoir dans son camp."

Pour ce qui est du futur de la région, Madame Castillo est ferme : "La Catalogne ne sera pas indépendante."

**"L'indépendance est une nécessité"**

Quelques mètres plus loin, sur la Plaza de la Iglesia, encore baignée par un soleil doux en cette fin septembre, un homme âgé profite du calme absolu qui règne sur cette place centrale du village. Derrière lui, une pancarte indique L'Esplai. Il s'agit de l'Association de personnes âgées de Arenys de Munt, dirigée par ce même homme, Alex Soler. "L'indépendance est une nécessité. Je ne dis pas que les premiers moments ne seront pas difficiles, mais ça ne pourra pas être pire que maintenant", explique-t-il en ajustant ses grandes lunettes.

Alors que Mariano Rajoy a mis en garde contre les conséquences néfastes

**Inutile  
de chercher  
une trace  
de l'Espagne  
à Arenys  
de Munt.**

qu'une sécession pourrait avoir sur les pensions des Catalans, M. Soler hoche la tête, le sourire en coin. "Nous qui sommes vieux, nous avons contribué toute notre vie à l'Etat espagnol. Ce dernier a donc le devoir de nous verser notre pension. Pour ce qui est des pensionnés futurs, il faut savoir que, en Catalogne, le pourcentage d'employés est supérieur au reste d'Espagne, le pourcentage de pensionnés, inférieur. Je ne vois pas pourquoi il y aurait un problème."

#### "La Catalogne jusqu'à la mort"

A 16 heures tapantes, les cloches de l'église résonnent. Les habitants affluent par dizaines en direction de l'école située à quelques mètres derrière la place pour y chercher leurs enfants. Et la ville prend vie. Les cris des gamins envahissent le village, les cafés se remplissent. Cristina âgée d'une soixantaine d'années, observe ce spectacle en souriant. Mais pour exprimer son avis sur l'indépendance, elle se recule quelque peu. "Je suis contre. Mais je ne suis pas censée dire cela ici car cela choque les gens", avoue-t-elle.

Un peu plus loin, quatre jeunes assis sur la terrasse d'un café savourent une bière fraîche. Guillaume, porte fièrement un t-shirt aux couleurs du drapeau catalan. "Mes grands-parents ont lutté toute leur vie pour pouvoir parler librement le catalan. Je lutterai à mon tour pour la liberté de mes enfants et de mon pays. Les Espagnols nous détestent". A ses côtés, Laia, âgée de 21 ans, qui précise fièrement que son nom est typiquement catalan, crie "La Catalogne jusqu'à la mort ! Nous allons défendre nos droits jusqu'à la mort !"

Et lorsqu'on s'aventure à leur demander leur nationalité, la réponse est lancée d'une seule voix : "Catalans, pas Espagnols !"

## L'indépendance n'est pas (encore ?) pour demain

Lundi, la Communauté autonome de Catalogne ne se réveillera pas indépendante de l'Espagne, quelle que soit l'issue du scrutin régional de dimanche. Mais si les partis indépendantistes remportent ces élections, ils pourront avancer que la population a appuyé leurs revendications par les urnes. A fortiori que ces partis ont voulu imprimer au scrutin un caractère référendaire.

Frustrés d'avoir été privés, par le tribunal constitutionnel espagnol, du droit de tenir un "vrai" référendum sur l'indépendance en 2014, les partis Convergence démocratie de Catalogne (CDC) du président de la région, Artur Mas (voir p. 2), Gauche catalane républicaine (ERC), les Démocrates de Catalogne et le Mouvement de gauche se sont en effet coalisés sur la liste électorale Junts pel Si (Ensemble pour le oui). "A partir du moment où ils se sont mis ensemble sur une liste pour contourner l'interdiction d'organiser un référendum, il est important pour eux d'obtenir la majorité des voix, qui assurerait leur légitimité", note Vincent Laborderie, chercheur en sciences politiques à l'Université catholique de la Louvain, et spécialiste des processus "non conflictuels" menant à l'indépendance.

"L'objectif n'est pas de déclarer unilatéralement l'indépendance du jour au lendemain mais de relancer un processus de dix-huit mois", poursuit Vincent Laborderie. Si la plateforme remporte la majorité des 135 sièges du Parlement et recueille la majorité des voix des 5,5 millions d'électeurs catalans, "le gouvernement estimera avoir reçu mandat pour ça", complète le chercheur. Le Parlement catalan pourra décider que le processus sécessionniste

est enclenché, le débat sur la Constitution sera lancé, avant l'organisation d'un référendum sur celle-ci. Enfin, le gouvernement mettra en place les organismes du futur Etat, dont un Trésor et une Banque centrale.

#### Un œil sur les élections de décembre

Vincent Laborderie n'écarte pas la possibilité d'une réaction musclée du pouvoir central, sous forme d'intervention des juges et de la police, "notamment quand les Catalans voudront mettre en place des organismes reprenant les compétences de l'Etat central".

Car à Madrid on ne voit pas les choses comme à Barcelone. "Il faut être deux pour discuter", rappelle M. Laborderie. Or, depuis qu'il est dirigé par le Parti populaire (conservateur) du Premier ministre Rajoy, le gouvernement espagnol s'est montré fermé sur la question catalane.

"Le dialogue serait peut-être plus facile s'il y avait un changement de majorité après les élections de décembre. Le PSOE (socialiste) et Podemos sont plus ouverts, même s'ils restent opposés à l'indépendance. Si le PP conserve le pouvoir, le blocage avec la Catalogne persistera",

prédit M. Laborderie.

Lequel estime que si dialogue constructif il devait y avoir avec les autorités espagnoles, "les Catalans pourraient se contenter d'une réforme du statut d'autonomie pour en arriver au modèle du Pays basque, qui collecte lui-même les impôts et reverse une partie de l'argent à l'Etat central. C'est quasi du confédéralisme."

Olivier Le Bussy

**"Si le PP reste au pouvoir, le blocage persistera."**

VINCENT LABORDERIE

Chercheur en sciences politiques.



### La Catalogne en chiffres

► **Population** : 7,5 millions d'habitants (17% de la population espagnole). C'est la deuxième région la plus peuplée d'Espagne, après l'Andalousie. Près de 73 % de ses habitants parlent catalan et 14,5 % sont étrangers.

► **Economie** : En 2014, la Catalogne était la région la plus riche d'Espagne, contribuant à hauteur de 18,9% à son

PIB, devant celle de Madrid (18,7%). Les PME constituent l'essentiel de son tissu économique. C'est la région la plus touristique du pays : en 2014, elle a accueilli 16,8 millions de touristes; un quart des étrangers qui ont visité l'Espagne. Le taux de chômage est élevé (19,1%) mais inférieur à la moyenne nationale (22,37%). (AFP)

# Après la sécession, l'Union...

■ En cas d'indépendance, l'appartenance à l'Union européenne devra être renégociée.

Choisir la voie de l'indépendance est une chose, demeurer au sein de l'Union européenne en est une autre. Qu'il s'agisse de la Catalogne, de l'Ecosse ou d'autres entités animées par la tentation sécessionniste, la Commission européenne s'est montrée constante : quiconque se sépare d'un Etat membre devra recommencer le long et exigeant parcours d'adhésion. Un sérieux obstacle donc, qui sera encore compliqué par le fait que les autres Etats membres pourraient bloquer cette demande d'adhésion. On peut douter que l'Espagne, qui pour sa part resterait membre de plein droit de l'UE, concède aisément ce cadeau aux dissidents catalans.

## Tout se négocie...

"C'est un discours qui repose sur une interprétation des traités, mais la question est éminemment politique avant d'être juridique", tempère Amadeu Altafaj, représentant permanent de la Catalogne auprès de l'UE... et ancien porte-parole de la Commission. Et de rappeler que la question a déjà été abordée au moment du référendum pour l'indépendance de l'Ecosse intervenu l'an dernier. "En accord avec les autorités britanniques, les autorités écossaises avaient élaboré une feuille de route qui prévoyait, en cas de "oui" à l'indépendance, une période de transition de 18 mois et un processus d'adhésion "fast track". Personne, à ma connaissance, n'a contesté cela, ni à Bruxelles ni ailleurs."

Les responsables catalans, qui sont "totalement proeuropéens", souligne notre interlocuteur, n'envisagent pas un autre schéma. "Du-

rant ce processus de transition, on met tout sur la table pour arriver à une séparation en bons termes. Les questions bilatérales, comme la part de la dette espagnole que la Catalogne devrait prendre en charge, mais aussi les aspects internationaux : appartenance à l'UE, à l'Otan, à la zone euro... Et durant toute cette période, il y a une continuité des droits et des obligations." Tant qu'il n'y a pas d'accord, la Catalogne reste "chapeauté par l'Espagne". Ses citoyens restent automatiquement citoyens européens.

"D'un point de vue technique, la négociation ne pose pas de problème puisque l'acquis communautaire est déjà en place en Catalogne. Il resterait à régler des questions structurelles, comme la mise sur pied d'une Banque centrale, de la Défense", ajoute M. Altafaj.

Reste une différence de taille : Madrid s'est jusqu'ici montré beaucoup moins ouvert à l'éventualité d'un tel scénario que Londres... "C'est vrai", reconnaît le diplomate catalan, qui espère que si le "oui" à l'indépendance s'impose un jour, l'Union européenne exercera une "pression aimable et constructive pour que des pourparlers sérieux soient engagés avec Madrid. Ce qui n'a malheureusement pas été possible ces dernières années".

Quant aux autres Etats membres qui pourraient redouter un effet de contagion indépendantiste, ils devraient eux aussi être amenés à revoir leur position par pragmatisme, estime M. Altafaj. Alors que l'Espagne a été fortement secouée lors de la crise financière et que l'UE progresse doucement sur la voie de la reprise, "personne n'a intérêt à ce que l'instabilité politique se transforme en instabilité économique et financière dans le sud de l'Europe". D'autant que le PIB catalan est bien supérieur à la moyenne européenne, glisse-t-il habilement.

Gilles Toussaint

## Épinglé

### La guerre des chiffres

► **La coalition indépendantiste** Junts pel Si n'a cessé de parler des 16 milliards d'euros que l'Espagne "volerait" chaque année à la région. Une somme que la Catalogne, dont l'endettement s'élève à 32 % du PIB, pourrait utiliser pour ses propres dépenses si elle devenait indépendante, défend Junts pel Si.

Les unionistes rétorquent qu'il faudrait retrancher les services effectués par l'Espagne et les économies d'échelle. Selon Madrid, le déficit fiscal (la différence entre sa contribution et ce qu'elle reçoit de l'Espagne) de la Catalogne s'élèverait seulement à 8 milliards d'euros.

► **Les avis divergent** aussi sur les bénéfices et coûts de la séparation. L'association unioniste Société civile catalane estime que les pensions diminueraient de 17 % en Catalogne indépendante. Le président du gouvernement catalan, Artur Mas, a lui annoncé que les retraités pourraient recevoir jusqu'à 10 % en plus. Madrid dit aussi qu'une Catalogne indépendante verrait son taux de chômage s'envoler à 37 %. **M.U.**

**3 Questions à**

**ROGER ALBINYANA I SAIGI,**  
Secrétaire des Affaires étrangères  
et de l'Union européenne  
du gouvernement catalan.

**1 Pourquoi l'indépendantisme catalan a-t-il gagné en vigueur ces dernières années ?**

*Les institutions espagnoles n'ont jamais accepté la Catalogne telle qu'elle est. L'histoire de l'Espagne est parsemée de moments de répression envers la culture et la nation catalane. Après 1978, année de la signature de la Constitution espagnole qui a donné lieu au statut d'autonomie de la Catalogne, les choses se sont calmées. Mais la Constitution prévoyait que les forces politiques catalanes allaient contribuer au*

*renforcement et à la modernisation de l'Espagne. Et, en retour, l'Espagne protégerait et cultiverait la culture catalane. Cette deuxième partie du contrat n'a jamais été remplie. Au contraire.*

**2 N'est-ce pas aussi un différentiel d'ordre économique ?**

*En effet. La Catalogne a toujours été une des plus riches régions de l'Espagne et ses habitants ont accepté d'être taxés plus au nom de la solidarité. Mais aujourd'hui, le montant des ressources catalanes transférées à l'Espagne est beaucoup trop élevé; ce qui empêche notre région de préserver sa croissance économique. Néanmoins, je tiens à dire que l'aspect économique n'est pas le problème principal des Catalans. Les problèmes politiques et culturels sont bien plus importants.*

**3 Si les partis indépendantistes remportent les élections, sont-ils prêts à encore tenter de négocier avec Madrid ?**

*Oui. Nous avons voulu négocier avec les institutions espagnoles, mais leurs réponses ont été de nous poursuivre en justice, de renforcer la centralisation, ou de nous menacer d'envoyer l'armée. Donc, si dimanche une majorité des personnes votent pour (la coalition indépendantiste) Junts pel Si, le mandat sera de construire un pays indépendant. Cela ne signifie pas que l'indépendance sera proclamée lundi, mais si le mandat est très fort, nous pourrions mieux gérer le processus de séparation.*

**M.U.**